

La crise, en parler ou pas



Economie

Pierre-Antoine Delhommais

Il y a au moins une chose que l'on ne peut pas reprocher aux dirigeants politiques et économiques mondiaux, c'est de chercher à enjoliver la situation, de minimiser la crise. Devant quinze millions de téléspectateurs, Nicolas Sarkozy a évoqué « la crise du siècle (...) sans précédent, d'une brutalité totale », Laurence Parisot se dit « sidérée » par la rapidité avec laquelle la conjoncture se détériore.

Barack Obama, lui, parle « d'un désastre permanent » et « d'une économie chaque jour plus malade ». Il évoque même le risque de « sombrer dans une crise qui, à terme, pourrait se révéler impossible à renverser ».

Au Royaume-Uni, le premier ministre Gordon Brown a utilisé — un lapsus

paraît-il — le mot de « *dépression* » au lieu de « *récession* », et le ministre de l'éducation, Ed Balls, est allé un peu plus loin encore, en estimant que la crise financière actuelle est « *beaucoup plus grave et sérieuse que celle des années 1930* ». On s'arrête là.

Devant un discours aussi alarmiste, devant un tel assaut de sincérité, de franchise et de transparence, auquel on n'est guère habitué, on finit par se montrer un brin soupçonneux : nos dirigeants ne forceraient-ils pas un peu le trait, n'en rajouteraient-ils pas dans la noirceur ?

Exagérer la crise, ce serait d'abord pour eux une façon de corriger leurs erreurs passées : après s'être montrés incapables d'anticiper la crise, après en avoir nié la gravité — Bercy s'est longtemps refusé à

parler de récession, malgré l'évidence —, ils tomberaient aujourd'hui dans l'excès inverse, en la surestimant. La décrire comme aussi monstrueuse leur permettrait au passage de justifier leur propre impuissance à la contrecarrer. Prédire le pire serait enfin le meilleur moyen d'apparaître comme des sauveurs, le jour où la situation s'améliorera.

Ce soupçon à l'égard de l'hyperpessimisme de nos dirigeants se double, pour beaucoup, d'un reproche. Au lieu de nous rassurer comme ils devraient le faire, ils nous inquiètent. Comment la confiance peut-elle revenir avec de tels discours anxieux, relayés et amplifiés par des médias tout aussi irresponsables dans le catastrophisme, qui nous bombardent de nouvelles noires, d'annonces de défaillances bancaires, de licenciements par milliers et d'Etats en faillite ?

A croire une bonne partie de l'opinion publique, les hommes politiques et leurs complices journalistes sont embarqués dans une sorte de prophétie autoréalisatrice dans laquelle le simple fait d'annoncer l'apocalypse rendrait celle-ci inéluctable.

C'est le sociologue américain Robert King Merton — le père du Prix Nobel d'économie —, qui, à la fin des années 1940, avait lancé ce concept de « *self-fulfilling prophecy* », selon lequel une assertion erronée induit des comportements de nature à la valider. Qu'une rumeur de pénurie d'essence se répande, et celle-ci risque fort de se produire, car les automobilistes se précipiteront, préventivement, chez le pompis-

te, pour y faire le plein. « *Une prophétie autoréalisatrice est une définition au départ fautive de la situation, précisait Merton, mais cette définition provoque un nouveau comportement qui la rend vraie.* »

On n'est pas vraiment, avec la crise des subprimes, dans ce cas de figure. Il n'y avait rien de « faux » à affirmer, dès l'été 2007, que la défaillance du marché des crédits immobiliers américains à risque allait entraîner des pertes colossales pour les établissements bancaires. De la même façon, il n'y a rien de « faux » aujourd'hui à dire que le commerce mondial et la production industrielle n'ont jamais connu de

Ce soupçon à l'égard de l'hyperpessimisme de nos dirigeants se double d'un reproche

recul aussi violent depuis 1929. C'est juste la vérité, brute et brutale, des faits. Qu'ils soient déprimants est une autre histoire.

Bien sûr, on peut rêver de médias qui ne se feraient que l'écho de l'actualité économique heureuse. On y parlerait de l'embauche de cinq salariés par un fabricant de panneaux solaires. Ou de la progression du chiffre d'affaires des sociétés spécialisées dans le recouvrement de créances. Ou, enfin, des belles performances de la Bourse sri-lankaise (+25 % depuis le début

de l'année). On peut aussi rêver d'instituts statistiques nationaux peu scrupuleux publiant des données économiques truquées pour masquer la réalité — l'Argentine est une spécialiste dans ce domaine, avec un taux d'inflation officiel trois fois plus faible que l'indice réel.

Mais si le discours du pire est souvent aujourd'hui mal vécu, il n'est pas sûr que celui de l'espoir et de l'optimisme passe mieux. La secrétaire d'Etat britannique à la compétitivité Shriti Vadera en a fait récemment l'expérience après s'être hasardée à dire, à la télévision, qu'elle percevait « *les germes* » d'une reprise économique. La presse s'est déchainée contre elle.

Après les travaux de Merton, les sociologues mirent au point une nouvelle notion, celle de « *self-defeating prophecy* », la prophétie autodestructrice. Le fait d'annoncer un événement l'empêche de survenir — un exemple est celui du bogue informatique de l'an 2000, auquel on aurait finalement échappé grâce à une action préventive sans précédent.

Dans ce sens, la « surmédiation » de la crise et l'ultrapessimisme des dirigeants constituent peut-être une chance. Celle de pousser à une mobilisation générale de toutes les idées et de tous les moyens financiers pour empêcher que 2009 ne marque aussi tragiquement l'histoire économique que 1929. Une « prophétie autodestructrice » pour éviter la destruction de l'économie mondiale, en quelque sorte. ■

Courriel : delhommais@lemonde.fr